

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N°001/AONR/CES/SG/2023 du 4/8/2023
POUR LA MAITRISE D'OEUVRE DE SUIVI DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA
RESIDENCE DU PRESIDENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL A YAOUNDE
PHASE II : BLOC VILLA PRINCIPALE

Financement : Budget du Conseil Economique et Social

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la construction de son complexe siège, le Conseil Economique et Social lance un Appel d'Offres National restreint pour la maîtrise d'œuvre de suivi du projet de construction de la résidence du Président du Conseil Economique et Social à Yaoundé phase II : bloc villa principale

Le présent appel d'offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°...001... du 5.10.2023. publié le 6.10.2023

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment : La mission de contrôle et de surveillance des travaux de construction de la résidence du Président du Conseil Economique et Social. Elle est en fonction de la durée des travaux de construction, de décoration et d'ameublement, et correspond à la présence effective sur le site pour le Chef de mission et les autres experts indispensables à la mission, et a un (01) mois de rédaction du rapport final ;

3. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de treize (13) mois.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **cent quarante millions (140 000 000)** de Francs CFA TTC.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à est restreinte à la liste des candidats pré-qualifiés.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Conseil Economique et Social, exercice 2023 et suivant sur la ligne d'imputation budgétaire n° 57.05.046.01 3/0010 62321

7. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de **deux millions huit cents mille (2 800 000) Francs CFA**; il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 en vigueur, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat Général du CES BP 1058 Yaoundé sis à MBALLA II TEL/FAX : 222 21 26 70 dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être acquis à l'Agence comptable auprès du CES BP 1058 Yaoundé sis à MBALLA II TEL/FAX : 222 21 26 70 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA** payable l'Agence comptable du CES BP 1058 Yaoundé sis à MBALLA II TEL/FAX : 222 21 26 70.

10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra être déposée contre récépissé au Secrétariat du CES, sis à MBALLA II, Téléphone : 222 212 670, au plus tard le 21 Septembre 2023 à 11H00, heure locale, portant les mentions suivantes :

« **Avis d'Appel d'Offres National Restreint N° 001/AONR/CES/SG/2023 du 4/9/2023**
pour la maîtrise d'œuvre du projet de construction de la résidence du Président du
Conseil Economique et Social à Yaoundé phase II : bloc villa principale».

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 80/100 des points.

12. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est treize (13) mois.

13. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux termes de Référence du DAO et à la qualification des candidats.

13.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à

l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence ou non-conformité d'une des pièces administratives requises, un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour produire ou pour remplacer la pièce exigée dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
- Absence de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Présence inopportune du montant de la soumission dans les enveloppes A ou B ;
- Offre non conforme aux prescriptions du DAO, et non produites en sept (07) exemplaires ;
- Note technique inférieure à quatre-vingts sur cent (80/100) points ;
- d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires, le DQE et le SDPU ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie annuellement par le MINMAP.

13.2 Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ces critères porteront sur :

- La présentation générale de l'offre
- Les références des soumissionnaires dans les prestations similaires au cours des cinq (05) dernières années ;
- La quantité, les qualifications et expériences du personnel ;
- Les moyens logistiques et matériels à mobiliser ;
- L'organisation méthodologique de travail, connaissance du site, planning et suggestions techniques ;
- Chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années : le soumissionnaire doit présenter un bilan certifiés par un expert comptable des cinq (05) dernières années et un chiffre d'affaires moyen au cours des cinq (05) dernières années d'au moins Cinquante millions (50 000 000) Francs CFA ;
- La capacité financière supérieure ou égale à Cinquante millions (50 000 000) Francs CFA.

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

1. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant *quatre-vingt-dix (90) jours*, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

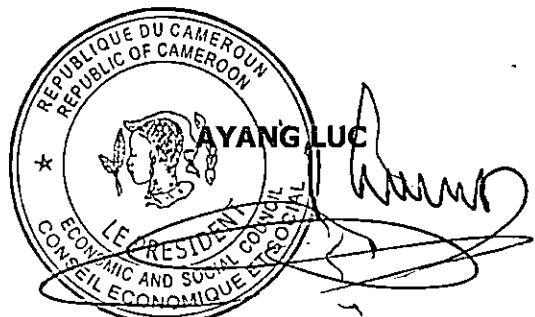
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Secrétaire Général du Conseil Economique et Social.

Le Président du CES

« Maître d'Ouvrage/Autorité contractante »

Copies :

- ARMP (Pour publication au Journal des projets) ;
- SOPECAM (*pour publication*) ;
- Président CPM ;
- Service des Marchés pour Affichage



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL SECRETARIAT

NATIONAL RESTRICTED CALL FOR TENDERS No. 001/AONR/CES/SG/2023 OF 9/4th/2023
FOR PROJECT QUALITY CONTROL OF THE PROJECT TO CONSTRUCT THE RESIDENCE OF THE
PRESIDENT OF THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL OF CAMEROON PHASE II: MAIN VILLA BLOCK.

Funding: Economic and Social Council Budget

1. Purpose

As part of project to construct its headquarters complex, the Economic and Social Council is launching a restricted National Call for Tenders for the supervision of the project to build the residence of the President of the Economic and Social Council in Yaoundé, phase II: Main villa block.

This call for tenders follows the request for expressions of interest No. 001/AONR/CES/SG/2023 of 9/4th/2023 Published on 14th July 2023

2. Scope of services

➤ **Control and supervision of the project**

The control and supervision of the execution of the project shall include the following operations:

- Checking various documents provided for monitoring the site, in particular the site journal (**notably: the site journal and the site meeting notebook**) in which all events, activities and tasks are recorded on a daily basis, as well as the minutes of meetings and site visits, indicating:
 - Comments on the quality of the work;
 - Weekly progress report of work;
 - Problems relating to execution and the modifications or corrections to be made, requests from the Contractor or the administrative authorities;
 - Observations concerning general site safety;
 - Days when the work is stopped due to circumstances beyond the Contractor's control;
- Control of hygiene conditions through the management of waste and safety on the site through the wearing of personal protective equipment;
- Validation of execution projects, compliance control on the execution of the works with reference to acceptable standards, to technical prescriptions and contractual plans. Drafting of monthly reports on the quality of works;
- Drafting of technical reports for the presentation of additional works needed for the stability of the project or for the continuation of works, on the request of the Contracting Authority or the contract engineer;

- Drawing up a supplementary price list at the request of the Contracting Authority or the contract engineer for the evaluation of any additional works or redefining tasks with a view to adjusting quantities;
- Assisting with the verification of the monthly statements of quantities for the works carried out at the request of the Contracting Authority or the contract engineer;
- Verifying the monthly and final statements at the request of the Contracting Authority or the contract engineer;
- Assisting with the partial acceptance of work phases that affect the proper functioning of the work:
 - Acceptance of demarcation and layout;
 - Acceptance of reinforcement, concrete, formwork, aggregates, cement, timber for framework and shoring and other materials;
 - Acceptance of the waterproofing;
- Assisting to the Contracting Authority for operations relating to provisional and final acceptance (technical acceptance, provisional acceptance and final acceptance, each time bringing together the Co-contractor, the Contract Engineer, the Head of the Contract Service and the Contracting Authority's representative). Drafting of a report following these acceptances, noting any reservations. Recording the memoranda and complaints made by the Co-contractor in charge of the execution of the works;
- Drafting an analysis report at the end of the works: the architect must analyse the progress of the works, highlighting any difficulties encountered that could hamper the performance of the site. In addition, technical information aimed at informing the Contracting Authority about the nature of the soil, the materials, local production and other elements which could facilitate the extension of the project on the same site and under the same conditions, must be included in this report;
- Verification of the administrative situation of the site;
- Preparation and forwarding of service orders;
- Management of meetings on site, and production of minutes and reports;
- Assistance in the verification of the monthly statements of quantities relating to the work carried out in agreement with the company;
- Provision, within seven days, of architectural and technical documents relating to the shortcomings observed in the studies;
- Management of respect of guarantees by the company and the lifting of reservations;
- Assistance to the Contracting Authority in arbitrating and settling disputes;
- Preparation of files of the work carried out;
- Assisting the Contracting Authority in the signing of any amendments;

3. Delivery deadline

The maximum delivery period set by the Contracting Authority for the completion of works is twelve (12) months from the date of notification of the service order to commence execution of the Contract.

4. Estimated cost

Following the preliminary studies, the estimated cost stands at **CFAF 140,000,000** (one hundred and forty millions francs) including taxes.

5. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is solely for shortlisted tenderers.

6. Funding

The services provided under this call for tenders are financed by the budget of the Economic and Social Council for the financial year 2023, under budget line no.

57.05.096.01.3000 523 24

7. Provisional Caution

Under penalty of rejection, each tenderer must enclose with their administrative documents, a bid bond issued by a first class bank approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 12 of the tender documents, in the amount of **2,800,000 (two million eight hundred thousand)** CFA Francs; this is at most equal to 2% of the provisional cost including all taxes of the contract in accordance with Order No. 093/CAB/PM of 05 November 2002 in force, and valid for 30 (thirty) days beyond the original date of validity of the tenders.

The required administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing services of the competent administrative authority, in accordance with special regulations governing Invitations to tender.

They must be dated less than 3 (three) months prior to the date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the call for tenders.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the bidding documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the rejection of the tender.

8. Consultation of Tender Documents

Upon publication of this notice, tender documents may be consulted during working hours at the secretariat of the Secretary General of the Economic and Social Council located at Mballa II, Tel/Fax: 222 21 26 70.

9. Acquisition of Tender Documents

The file can be obtained from the Accounting Agency of the ESC PO Box 1058 Yaounde located at MBALLA II Tel/Fax: 222 21 26 70 as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of **100,000 (one hundred thousand)** CFA francs payable to the Accounting Agency of the ESC PO Box 1058 Yaounde located at MBALLA II Tel/Fax: 222 21 26 70.

10. Submission of bids

Each Tender, drafted in English or French, in 7 (seven) copies, 1 (one) original and 6 (six) copies, marked as such, in conformity with the provisions of the tender documents, must be deposited against acknowledgement of receipt, at the secretariat of the Economic and Social Council, located at Mballa II - opposite National Hydrocarbons Corporation-SNH, Telephone 222 212 670, no later than September 21th 2024 at 11:00 a.m., local time in **3 (three)** separate envelopes:

1° - Envelope A: Administrative documents,

- 2° - Envelope B: Technical offer,
- 3° - Envelope C: Financial capacity.

NB: Tenders shall be submitted in 2 (two) envelopes, one containing "A" the administrative documents and "B" the technical offers, and a separate envelope containing "C" the financial offer, must bear solely the following "DO NOT OPEN AT THE SAME TIME AS ENVELOPES A AND B". In addition to the number of copies of the financial offer required by the specific regulation of the present tender documents, each tenderer shall submit 1 (one) copy of this financial offer in a separate envelope sealed and marked as such to serve as a sample offer for the Public Contract Regulatory Agency for its records. Failure to submit this sample bid shall result in the inadmissibility of the tenderer's bid.

All documents must be enclosed in an envelope and be marked:

"NATIONAL RESTRICTED CALL FOR TENDERS No. 22/AONR/CES/SG/2023 OF 9/4/2023 FOR PROJECT QUALITY CONTROL OF THE PROJECT TO CONSTRUCT THE RESIDENCE OF THE PRESIDENT OF THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL OF CAMEROON PHASE II: MAIN VILLA".

"To be opened only at the bids opening session"

11. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the other documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for Calls for Tenders.

They must be dated within 3 (three) months of the original tender submission date or have been drawn up after the date of signature of the call for tenders.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance.

12. Opening of Bids

The bids will be opened in 2 (two) sessions. The administrative and technical bids will be opened first, followed by the financial bids of those bidders who have obtained the minimum technical score required.

Each Tender, drafted in English or French, in 7 (seven) copies, 1 (one) original and 6 (six) copies, marked as such, in conformity with the provisions of the tender documents, must be deposited against acknowledgement of receipt, at the secretariat of the Economic and Social Council, located at Mballa II - opposite National Hydrocarbons Corporation-SNH, Telephone 222 212 670, no later than September 21st 2023 at 11:00 a.m., local time, bearing the following:

"National Restricted Call For Tenders No. 22/AONR/CES/SG/2023 OF 9/4/2023 FOR PROJECT QUALITY CONTROL OF THE PROJECT TO CONSTRUCT THE RESIDENCE OF THE PRESIDENT OF THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL OF CAMEROON PHASE II: MAIN VILLA".

"To be opened only at the bids opening session"

Interested candidates shall provide an administrative file and a technical file.

1. The administrative file

The administrative documents and technical proposals shall include:

1. Administrative documents (volume 1)

The following documents, not more than 3 (three) months old, in original or certified copies by the issuing departments. These are: These are:

- A Tax Clearance Certificate (original)
- A Clearance Certificate NSIF (original)
- A certificate of bank domiciliation from the tenderer, issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance (original copy);
- The bid bond, valid for 120 days, in accordance with the model attached to this tender file, issued by a bank approved by the Ministry of Finance (original)
- An Attestation of Taxpayers Registration;
- A Certificate of Non-Bankruptcy;
- A Certificate of Non-Exclusion;
- Receipt of payment of the cost of the tender documents (original);
- A notarial deed in the case of a consortium with power of signature (original) or certified copy;
- The special administrative clauses initialled on each page, signed and dated on the last page by the tenderer;

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

The financial bids will be analysed at the end of the technical analysis and will only concern those bidders who have obtained a minimum score of 80/100 points.

12. Delivery deadline

The maximum delivery period set by the Contracting Authority for the completion of works is 13 (thirteen) months.

13. Evaluation criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. These criteria aim to identify and reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the tender documents, in particular with regard to the receivability of the administrative documents, the compliance of the technical bid with the terms of reference of the tender documents and the qualification of the bidders.

13.1 Disqualifying criteria

The disqualifying criteria set the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. Failure to meet these criteria will result in the bidder's offer being rejected.

Disqualifying criteria are as follows:

Incomplete administrative file or bid not in conformity with the requirements of the tender documents;

- Absence or non-conformity of one of the required administrative documents, if not rectified within a period of 48 (forty-eight) hours allowed to tenderers;
- False statements or falsified documents;
- Absence of the bid bond;
- Incomplete technical offer;

- Inappropriate presence of financial information in envelopes A or B;
- Omission of a quantified unit price in the unit price schedule, the DQE and/or in the SDPU;
- Technical score less than 80/100 eighty out of one hundred points;
- Absence of a detailed quantified unit price;
- Absence of a detailed quantified unit price;
- non-conformity of the submission model;
- Absence of a declaration on honour attesting that the bidder has not abandoned a contract in the last 3 (three) years, and that it is not on the list of defaulting companies drawn up annually by MINMAP.

13.2 Essential criteria

The essential criteria are those that are relevant or key to assessing the technical and financial capacity of the candidates to deliver the services under this call for tenders. These criteria relate to:

- The general presentation of the tender (binding, legibility, use of colour dividers other than white, number of copies required and clarity);
- The references of the bidders in similar services over the last 5 (five) years;
- The number, qualifications and experience of key staff;
- The logistical and material resources to be mobilised for the project;
- Methodological organisation of the project, knowledge of the site, planning, compliance with deadlines and relevance of any technical suggestions;
- Average turnover over the last 5 (five) years: the tenderer must submit a balance sheet certified by a chartered accountant for the last 5 (five) years and an average turnover over the last 5 (five) years of at least **50,000,000** (fifty million) CFA francs;
- Financial capacity equal to or greater than **50,000,000** (fifty million) CFA francs.

The essential criteria are those that are relevant or key to assessing the technical and financial capacity of the tenderers to deliver the services under this call for tenders.

14. Award

The contract will be awarded to the tenderer whose tender meets the requirements and who has the technical and financial capability to perform the Contract satisfactorily and whose tender has been evaluated as the **lowest**.

15. Validity Period

Tenderers shall remain bound by their bids for ninety (**90**) days from the closing date for submission of tenders.

16. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the General Secretariat of the Economic and Social Council.

Copies:

- ARMP (for inclusion with the Project Journal);
- SOPECAM (For publication);
- President/PMC;
- Contracts Department for archives

President of the ESC
 “Contracting Authority/Project Owner”

